

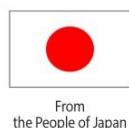
RAPPORT
sur la
Réunion des parlementaires Africains et
Asiatiques

24-25 Février 2025

Hôtel White Sands

Dar-es-Salaam,

TANZANIE



IPPF
International
Planned Parenthood
Federation

PATHFINDER

INTRODUCTION

L'Association Asiatique pour la Population et le Développement (APDA), en collaboration avec le Forum des Parlementaires Africains sur la Population et le Développement (APFPD/FPA) et l'Association Parlementaire Tanzanienne sur la Population et le Développement (TPAPD), a organisé la réunion des parlementaires d'Afrique et d'Asie à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, les 24 et 25 Février 2025. Cette réunion a été soutenue par le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), le bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESARO) et le Fonds d'affectation spéciale pour le Japon (JTF). Le thème de la réunion était « *Le rôle des parlementaires dans l'exploitation des données démographiques pour favoriser un développement social et économique inclusif* ».

La réunion de Dar-es Salaam faisait suite à la réunion des parlementaires d'Afrique et d'Asie qui s'est tenue du 24 au 26 octobre 2023 à Kigali. La même année, en 2023, du 7 au 10 novembre, un Comité africain d'experts de la population (APEC) et des ministres en charge de la population se sont réunis à Lusaka, en Zambie, pour un examen de 10 ans de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement. Ce groupe de travail était un Comité technique spécialisé sur la santé, la population et le contrôle des drogues (STC-HPDC-4), nommé par les États membres de l'Union africaine. Leur rôle était de mener un examen décennal couvrant la période de 2013 à 2023 après la Déclaration d'Addis-Abeba de 2013 sur la population et le développement (AADPD). La Déclaration d'Addis-Abeba contient des recommandations régionales sur la population et le développement ainsi que des lignes directrices pour la mise en œuvre intégrale du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) qui s'est tenue au Caire en 1994. LAADPD était un examen du progrès réalisé de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement à Caire en 1994.

La complémentarité du Programme d'action de la CIPD et de lAADPD a contribué à assurer des progrès remarquables dans le domaine de la population et du développement. Toutefois, malgré les progrès accomplis, il a été observé que de nombreux pays se heurtent encore à des obstacles législatifs pour mettre en œuvre les engagements pris au Caire et à Addis-Abeba. C'est dans ce contexte que la réunion de Dar-es-Salaam a permis aux participants d'engager un dialogue et une collaboration afin d'exploiter les données démographiques et, par conséquent, de développer des solutions pour surmonter les défis auxquels sont confrontées les populations d'Asie et d'Afrique. La réunion de Dar-es-Salaam visait également à doter les parlementaires des connaissances et des compétences nécessaires pour prendre des mesures concrètes sur les questions législatives et politiques relatives à lAADPD et au Programme d'action de la CIPD et, par conséquent, promouvoir ces programmes auprès de l'exécutif dans leurs pays respectifs.

PREMIER JOUR: RÉUNION, 24 FÉVRIER 2025

I. SÉANCE D'OUVERTURE

Le directeur de la cérémonie, M. Wamala Musa Buyungo- Secrétariat de la FPA du Parlement ougandais, a fait appel les membres du Parlement de la Tanzanie à diriger le chant de l'hymne national de la Tanzanie et par la suite de l'hymne national de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est. La prière d'ouverture a été prononcée par l'honorable Luhamba Mwene, député de l'Assemblée nationale de Zambie.

I.1 Allocution d'ouverture de M. Sebastian Kapufi, député de Tanzanie, Président de l'Association parlementaire tanzanienne sur la population et le développement (TPAPD)

L'honorable Kapufi a accueilli l'honorable Madame Tulia Ackson, Présidente du Parlement tanzanien et tous les participants à la réunion. Il a également honoré le soutien de Pathfinder International, représenté par le Dr Joseph Komwihangiro, le Dr Ikegami de l'APDA (Japon), Mme Suzy de l'UMATI, en Tanzanie, membre à part entière de la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), le Dr Farrukh de la fondation Japan Trust et M. Mark Bryan, de l'UNFPA en Tanzanie. L'honorable Kapufi a déclaré que le dévouement commun des membres à identifier des solutions créatives et inclusives aux problèmes complexes qui affectent nos communautés a été démontré par le rassemblement des membres à Dar es Salaam.

I.2 Allocution de bienvenue de l'honorable Dr Abdul Rashid Hassan Pelpuo, député, Ghana, ministre du Travail et de l'Emploi du Ghana et président du Forum Parlementaire Africain sur la Population et le Développement (APFPD/FPA)

M. Pelpuo a honoré la présence de Mme Tulia Ackson, députée, Présidente du Parlement de Tanzanie qui est également la Présidente actuelle de l'Union interparlementaire (UIP), de Son Excellence M. Yasushi Misawa, Ambassadeur du Japon en Tanzanie et de M. Bryan Schreiner, Représentant du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), bureau de la Tanzanie, L'Association Asiatique pour le Développement de la population (APDA) et Dr Joseph Komwihangiro, Directeur principal de pays « Pathfinder Tanzania » la représentante de la Présidente de « Africa Pathfinder International », Mme Lydia Saloucou Zoungrana, qui n'a pas pu être présente à la réunion.

Dr. Pelpuo, au nom de l'APFPD/FPA, a remercié le gouvernement de la Tanzanie, le soutien de Madame la Présidente et le Parlement tanzanien pour leur hospitalité et leur acceptation d'organiser la réunion.

Le Dr. Pelpuo a déclaré que l'Afrique était confrontée aux défis de la croissance démographique rapide. En 2024, des réunions de haut niveau ont eu lieu au Soudan du Sud, en Éthiopie, au Ghana et en Ouganda pour discuter des questions de population. En outre, des réunions ont eu lieu au Ghana concernant la création du secrétariat de la FPA à Accra, au

Ghana. Le gouvernement du Ghana a accepté d'offrir des bureaux au secrétariat de la FPA au Ghana.

Le Dr Pelpuo a profité de l'occasion pour dire au revoir aux délégués puisque le mandat de son exécutif se termine en juin 2025. Il a déclaré qu'à la suite de sa nomination en tant que ministre, de la nomination du vice-président Hon Outa en tant qu'ambassadeur du Kenya en Égypte et de la nomination de M. Pemmy au poste de ministre de l'Eau en Afrique du Sud, il était temps pour eux de passer le flambeau à d'autres membres. Par conséquent, il était nécessaire d'élire un nouvel exécutif d'ici juin 2025.

Le Dr Pelpuo a ajouté que le chômage était un facteur clé en Afrique et qu'environ 15 % des personnes étaient au chômage. Veiller à ce que les jeunes aient un emploi.

Il a compatit avec les familles de ceux qui ont perdu des membres du Parlement en 2024. Par exemple, un député sénégalais, qui était membre de l'exécutif, est décédé la même année.

Le Dr Pelpuo a déclaré que les activités de 2025 comprendraient les éléments suivants :

- i. Une réunion de haut niveau s'est tenue en Ouganda le vendredi 21 février 2025. Il s'agissait d'une réunion de suivi de la visite d'étalonnage qui s'est tenue en Ouganda le 1er et 2 février 2024, « pour échanger des idées, partager des expériences, assurer le suivi et souligner le rôle des parlementaires dans la mise à jour et l'alignement des politiques, plans et documents stratégiques nationaux afin d'accélérer les progrès vers les engagements de la CIPD et des ODD à l'horizon 2030 ».¹;
- ii. La réunion des parlementaires asiatiques-africains qui s'est tenue à Dar-es-Salaam les 23 et 24 février 2025 ;
- iii. Le Forum international des jeunes parlementaires, dirigé par l'ingénieur Promesse, organisera une conférence internationale en mai 2025 à Kigali.

Il a été reconnaissant du soutien des partenaires coopérants qui ont soutenu la tenue de la réunion de Dar es Salaam. Il a également remercié M. Musa Wamala du Parlement ougandais pour la gestion du secrétariat de la FPA malgré les défis.

I.3 Messages de soutien

Il y a eu trois discours de soutien comme suit :

I.3.1 M. Mark Bryan Schreiner, Représentant de l'UNFPA Tanzanie

Il a parlé de « Transformer l'Agenda 2063 pour l'Afrique ». Il a déclaré que cela comprenait les éléments suivants :

- i. L'accès universel aux droits à la santé et à la reproduction sexuelle (SDSR).
- ii. Davantage de ressources sont nécessaires pour soutenir les programmes de SDSR.
- iii. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) promeut un programme de paix qui s'associera à d'autres parties prenantes pour parvenir à l'accès universel à la SDSR.

¹ Forum des parlementaires africains pour la population et le développement (APFPD/FPA), Bulletin 1, mars 2024, p. 4.

- iv. Examen de la Conférence internationale sur la population et le développement en 2024.
- v. Augmentation de l'espérance de vie, réduction de la mortalité maternelle, accès aux médicaments contre le VIH et éducation sexuelle adaptée à l'âge.
- vi. Amélioration de la responsabilisation des fonds des partenaires de coopération.
- vii. La population africaine augmentait rapidement, de sorte que 42 % avaient moins de 15 ans.
- viii. Une transformation sociale était nécessaire pour répondre à cette population africaine croissante.
- ix. L'investissement dans l'éducation est une priorité pour répondre aux besoins de la population africaine croissante
- x. Réduire la mortalité maternelle.
- xi. La réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) est une cible importante.
- xii. L'accès aux outils de planification familiale reste un défi ;
- xiii. Les mutilations génitales féminines chez les femmes dans certaines communautés sont encore un problème.
- xiv. Les parlementaires devraient poursuivre leur plaidoyer pour demander des comptes aux gouvernements afin de veiller à ce que des ressources soient disponibles pour la SDSR, les jeunes et les femmes sur les questions de population.
- xv. Des solutions fortes et durables en matière de population sont nécessaires.
- xvi. En 2025, la neuvième (9e) Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) se tiendra à Yokohama, au Japon, les 20 et 22 août 2025, en collaboration avec les pays africains, afin d'aborder, entre autres, certaines questions de population.
- xvii. L'Afrique du Sud présidera le G20 cette année, ce qui donnera à l'Afrique l'occasion de plaider en faveur d'un soutien sur les questions de population.

1.3.2 Son Excellence M. Yoichi Mikami, Ambassadeur désigné du Japon

M. Mikami, Ambassadeur désigné du Japon en Tanzanie, a déclaré que la **TICAD** était importante pour soutenir les populations d'Afrique à travers la coopération du Japon avec les nations africaines. Il a fait référence au communiqué conjoint de la réunion ministérielle de la TICAD à l'issue de leur réunion de 24 et 25 août 2024, à Tokyo, au Japon. La réunion a réuni les ministres et la délégation du Japon et des États membres de l'Union africaine, ainsi que des représentants des co-organisateurs de la TICAD, à savoir les Nations Unies (ONU), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA), ainsi que des organisations internationales et régionales, le secteur privé et des organisations de la société civile du Japon et d'Afrique.

Le communiqué conjoint se lit en partie comme suit : « En préparation de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) qui se tiendra en août 2025 à Yokohama, au Japon, nous avons discuté de trois piliers principaux : 1. La société, 2. La paix et 3. La stabilité et l'économie, sous le thème principal de la TICAD 9 : « **Cocréer des solutions innovantes avec l'Afrique** ». Nous avons exploré ensemble des solutions innovantes pour l'Afrique qui reflètent et répondent aux défis mondiaux actuels. Dans ce contexte, nous avons pris en considération quatre approches globales, à savoir (i) la connectivité ; (ii) les femmes, les jeunes et les femmes, la paix et la sécurité (FPS) ; iii) les partenariats public-privé ; et (iv) l'instauration d'une gouvernance mondiale inclusive et

responsable qui favorise un ordre international libre, ouvert et équitable fondé sur le droit international. Nous avons également échangé nos points de vue sur le développement des domaines prioritaires de la TICAD 9.

Ces quatre domaines résonnent bien avec les questions de développement démographique que les parlementaires qui s'occupent des questions de population peuvent suivre.

1.3.2 Mme Lydia Salaoucou Zoungrana, Présidente, Africa Pathfinder International

Mme Lydia Saloucou Zoungrana, Présidente, Afrique, Pathfinder International. Mme Zoungrana n'étant pas présente à la réunion de Dar-es-Salaam, elle était représentée par le Dr Joseph Komwihangiro, Directeur principal de pays, Pathfinder, Tanzanie. Mme Zoungrana a remercié l'APDA, l'Association parlementaire tanzanienne sur la population et le développement (TPAPD) et l'UNFPA en Tanzanie, d'avoir invité « Pathfinder » à cette réunion.

« PATHFINDER » travaille dans 15 pays d'Afrique et quatre pays d'Asie, en se concentrant sur la fourniture de services de SDSR. « Pathfinder » s'efforce d'améliorer la santé maternelle et infantile et de lutter contre la violence basée sur le genre (VBG). « Pathfinder » a mené les programmes suivants dans divers pays africains :

- i. En Ouganda, « Pathfinder » a formé plus d'un millier (1000) d'équipes de santé au niveau communautaire ;
- ii. Au Mozambique, il existe un programme de planification familiale ;
- iii. Au Burundi, 100 % des femmes sont suivies par « Pathfinder » après l'accouchement pour réduire la mortalité maternelle et infantile ;

En Tanzanie, il existe des interventions fondées sur des données dans les domaines de la SDSR et de la violence sexuelle à l'égard des enfants à Zanzibar. À Morogoro et Ngorongoro en Tanzanie, on promeut les méthodes de planification familiale volontaire ainsi qu'un meilleur accès aux services de santé essentiels.

« Pathfinder » aimeraient accroître l'élan de *l'espoir par l'action* et améliorer les résultats en matière de santé. « Pathfinder » se rend compte que pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'avoir une collaboration intersectorielle. Par conséquent, « Pathfinder » collabore avec l'Université de Tanzanie pour collecter des données par le biais de la recherche sur les questions de SDSR et développer des solutions orientées vers l'action. « Pathfinder » reconnaît la nécessité d'exploiter la puissance des données.

« Pathfinder » a remercié l'Association Parlementaire pour l'Association parlementaire tanzanienne sur la population et le développement (TPAPD) et a exhorté les membres du Parlement à combler le fossé entre la politique et la mise en œuvre de solutions durables. « Pathfinder » a exhorté les députés à élaborer une législation pertinente pour aborder la santé et l'éducation, compte tenu de l'ère moderne.

Pathfinder a déclaré qu'il était important que les pays africains et asiatiques veillent à ce que les objectifs de la CIPD restent sur la bonne voie, afin que les parlementaires ne laissent personne de côté.

I.4 Allocution d'ouverture officielle : Mme Tulia Ackson, députée, Présidente du Parlement de la République-Unie de Tanzanie et Présidente actuelle de l'Union interparlementaire (UIP)

Madame la Présidente a salué les diverses organisations qui ont participé à l'organisation de la Réunion Asie-Afrique sur le développement de la population. Elle a déclaré qu'il était nécessaire d'explorer le dialogue entre les objectifs de développement durable (ODD) et la manière dont les données démographiques peuvent favoriser le développement social.



L'Honorable Madame Tulia Ackson, députée, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, pose pour une photo avec les délégués après l'ouverture officielle de la réunion des parlementaires, le 24 février 2025.

Elle a salué le partenariat entre les parlementaires de l'Asie et de l'Afrique pour s'attaquer aux questions liées à la population et a déclaré qu'elle souhaitait la bienvenue à tous les participants en Tanzanie. Elle a déclaré que son pays, la Tanzanie, avait le privilège d'accueillir ce forum cette année. Elle a cité le premier président de la Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere- « Le but du développement, ce sont les gens, pas les choses. » Par conséquent, le véritable développement est centré sur les personnes et les jeunes doivent être le moteur de l'agenda du développement. L'honorables président a déclaré qu'il était regrettable que le chômage des jeunes soit toujours un problème majeur en Afrique et en Asie, ainsi que la question de la violence basée sur le genre (VBG).

Elle a exhorté les députés présents qu'aucune nation n'avait le droit de prendre des décisions pour une autre nation et son peuple. Par conséquent, les parlementaires africains et asiatiques devaient élaborer des solutions qui soient uniques aux peuples d'Afrique et d'Asie.

Elle a déclaré que l'objectif des Objectifs de Développement Durable (ODD) de 2030 approchait à grands pas et que, par conséquent, en raison de l'urgence de l'échéance, les parlementaires et leur partie exécutive du gouvernement de leurs pays devaient agir rapidement et de manière décisive.

Elle a rappelé aux parlementaires que le changement climatique, les catastrophes naturelles et les conflits armés étaient en train d'annuler les progrès réalisés par les parlementaires et leur exécutif dans la réalisation des ODD. Il était donc nécessaire d'adopter de nouvelles politiques et de nouvelles lois pour relever ces nouveaux défis. Elle a exhorté les députés à utiliser leur position pour surmonter ces nouveaux défis et veiller à ce qu'en Afrique et en Asie, il y ait une amélioration du bien-être et de la qualité de vie de la population.

Elle a mis au défi les députés de plaider en faveur de l'autonomisation des jeunes dans le dividende démographique, car les jeunes constituent la majorité des populations africaines et asiatiques. L'autonomisation de la jeunesse est aussi une garantie pour assurer la paix future, assurer la stabilité sociale et faire en sorte que le développement soit orienté vers les personnes et non vers les choses !

Elle a donné l'exemple de la Tanzanie où l'éducation est gratuite jusqu'à la sixième année. Il y a 6 ans en primaire, 4 ans en secondaire et 2 ans en sixième année. Elle a dit que des bourses étaient offertes aux étudiants méritants, y compris ceux issus de milieux vulnérables, pour accéder à ces bourses. Cependant, elle a mis au défi les systèmes éducatifs d'éduquer les jeunes à créer de petites entreprises pour surmonter le chômage des jeunes. Par exemple, l'autonomisation des jeunes dans la maîtrise des TIC peut les aider à démarrer des entreprises en ligne.

L'honorable président a également cité trois préoccupations de M. Antonio Guterres², le secrétaire général actuel des Nations Unies, lorsqu'il s'est adressé aux dirigeants mondiaux le 24 septembre 2024. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé mardi au financement, à l'action climatique et à la paix pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici l'échéance de 2030. Les préoccupations concernant la réalisation des ODD étaient les suivantes

1. « Nous avons besoin de la paix par le dialogue et la diplomatie et du respect de la Charte des Nations Unies »

2. « Nous avons besoin de solidarité dans l'action climatique en tant que société mondiale »

3. Nous avons besoin de financements pour investir dans la production alimentaire durable, l'énergie et la création d'emplois.

Madame la Présidente a dit que les députés devaient s'attaquer aux obstacles liés au genre pour les femmes et les filles et que l'humanité ne peut pas atteindre le développement sans

² Antonio Guterres, <https://www.un.org/en/desa/guterres-to-world-leaders-stay-committed>, 24 septembre 2024.

tous les hommes et toutes les femmes ensemble. À cet égard, elle a cité le regretté Nelson Mandela, qui a dit un jour : « Il semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. »³

À cet égard, Madame la Présidente a encouragé les députés à ne pas baisser les bras devant les défis et à dire que, même lorsque certaines difficultés semblaient insurmontables, les députés, grâce à l'échange d'idées, seraient en mesure d'atteindre ces objectifs qui, au départ, semblaient impossibles à atteindre.

Madame la Présidente a finalement conclu son allocution aux députés en citant de nouveau le défunt Mwalimu Nyerere, qui a dit : « C'est possible, jouez votre rôle. »⁴

Par conséquent, les parlementaires peuvent atteindre les objectifs souhaités liés à l'amélioration des populations de l'Afrique et de l'Asie si les députés font leur part.

I.5 Cadeau de la délégation asiatique à l'honorable Madame la Présidente

Le Dr Kiyoko Ikegami, vice-présidente et secrétaire générale de l'APDA, a conduit la délégation asiatique à présenter une peinture du Japon à l'honorable Madame la Présidente de la Tanzanie après son discours aux députés. Le Dr Ikegami a été rejoint par le Dr Farrukh de l'APDA et l'honorable Hector, député du Srilanka, pour présenter la peinture.

I.6 Remerciements

Un vote de remerciement à Madame la Présidente a été prononcé par l'honorable Hector, député du Srilanka, représentant les députés asiatiques. Il a déclaré qu'il était impressionnant de voir « une seule Afrique se rassembler » avec l'Asie pour s'attaquer à des problèmes de population similaires. Il a exprimé sa gratitude pour le discours de Madame la Présidente aux députés qui s'étaient réunis à Dar-es-Salaam. Il a également remercié l'honorable ministre Pemmy Majodina de l'Afrique du Sud pour ses aimables paroles de reconnaissance à l'égard de l'honorable Madame la Présidente. L'honorable Hector a remercié le Parlement de la Tanzanie, les donateurs et l'honorable Madame la Présidente d'avoir accueilli la réunion Afrique Asie.

I.7 Photo de groupe

Une photo de groupe de la présidente et de tous les députés et membres du personnel participants a été prise à l'extérieur de la salle de conférence.

³ Nelson Mandela, https://www.brainyquote.com/quotes/nelson_mandela_378967, 2001.

⁴ Julius Nyerere, https://repository.kulib.kyoto-u.ac.jp/dspace/bitstream/2433/68011/1/ASM_6_45.pdf -

Université de Kyoto, Japon Dépôt d'informations - ASPECTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DE NYERERE Une étude sur la dynamique des aspirations des dirigeants africains à diriger la croissance économique de leurs pays après l'indépendance par- Aleck Humphrey CHE-MPONDA Département de /Science politique et d'administration publique. Université de Dar-es-Salaam, février 1986.

2.0 PREMIÈRE SÉANCE :

Exploiter le dividende démographique : Les Perspectives et les Défis

La Présidente de la séance : Honorable Fatma Hassan Toufiq, Députée Tanzanie

Cette session visait à fournir une plate-forme aux parlementaires pour en savoir plus sur les implications de la dynamique démographique sur le développement durable, la santé et le bien-être. Les conclusions et les recommandations concrètes devaient être présentées aux parlementaires et aux décideurs politiques afin de récolter les fruits du dividende démographique et d'améliorer la résilience démographique face aux⁵ crises.

2.1 M. Josia Mawenzi, Commission de planification de la Tanzanie

M. Mawenzi a défini le dividende démographique comme « la croissance de l'économie d'un pays résultant de changements dans la structure par âge et les rapports de dépendance de sa population en raison de la transition démographique ».

Il a ajouté que « le premier dividende se produit avec la baisse des taux de natalité et une augmentation de l'offre de main-d'œuvre et le second se produit lorsqu'un nombre important de travailleurs sont motivés à investir pour leur sécurité financière à la retraite ».

M. Mawenzi a en outre déclaré que la récolte du dividende démographique nécessitait un effort délibéré pour investir dans tous les facteurs favorables afin de maximiser les gains. Le recensement de la population et du logement (PHC) de Tanzanie de 2022 indique que le pays a connu une explosion démographique des jeunes (34,5 % de la population totale) et un grand nombre de personnes en âge de travailler (53,4 %, soit plus de la moitié de la population totale). C'était l'occasion pour la Tanzanie et d'autres pays comme la Zambie de saisir et d'accueillir les jeunes et de travailler avec eux pour des interventions opportunes.

La Tanzanie, comme beaucoup d'autres pays en développement, était encore au stade du pré-dividende. Cependant, une baisse de la fécondité accompagnée d'une bonne politique économique peut ouvrir la voie à une transition rapide.

L'*« explosion démographique de la jeunesse »* est un phénomène démographique temporaire qui se produit lorsque la mortalité infantile diminue et que la fécondité chute rapidement, de sorte que la cohorte précédente de naissances est plus importante que les cohortes suivantes.

Avantage pour le pays - Tanzanie

Jusqu'à 71,7 millions de shillings tanzaniens étaient disponibles pour 53,7 % de la population active. Cette augmentation de l'allocation des ressources contribuera à accroître le dividende démographique pour le reste de la population qui dépend de la population active.

Enjeu clé - Augmentation de la population : avec un taux de natalité de 4,8 enfants par femme et un taux de natalité de 3,2 % par an. La population de la Tanzanie devrait atteindre 124 millions de personnes d'ici 2055. Selon le rapport annuel de l'UNICEF en Tanzanie de

⁵ Réunion des parlementaires africains et asiatiques sur le Programme de population et de développement, Dar-es-Salaam, Tanzanie, 24-25 février 2025

2022, le recensement de la Tanzanie (2022) montre que la population de la Tanzanie était de 62 millions d'habitants, soit une augmentation de 37 % par rapport à 2012 (~60 millions en Chine continentale et ~1,9 million à Zanzibar⁶). En 2050, on prévoit que la population infantile doublera, passant de ~29 à ~59 millions. Cela fait de la Tanzanie l'un des 10 pays africains les plus peuplés et offre une opportunité de développement supplémentaire si le dividende démographique est capitalisé avec des investissements dans et pour les enfants et les jeunes.

Le gouvernement tanzanien a mis en place des initiatives pour accompagner la croissance économique indispensable à la croissance démographique croissante. Deux opportunités sont disponibles comme suit:

- i. Les grandes populations peuvent être utilisées pour augmenter les dépenses.
L'augmentation de la population devient un atout et non un passif ; et
- ii. Investissement dans le capital humain

Investissement dans les femmes : Il y a un énorme besoin d'investissements pour accroître l'accès des femmes à l'éducation. L'éducation des femmes accroît leur capacité à prendre des décisions concernant leur propre santé et celle de leurs enfants, leur capacité à accéder aux méthodes de planification familiale et à les utiliser, leur position de négociation au sein du ménage et leur incitation à travailler. NB : ne pas laisser derrière soi les garçons.

Services complets de planification familiale. Bien que la volonté de payer pour la contraception varie, les femmes sont plus susceptibles d'acheter une contraception si les prix sont subventionnés. En outre, les femmes ont la liberté de choisir n'importe quelle méthode, y compris les méthodes traditionnelles, pour cette initiative.

- iii. Améliorer la santé et la nutrition des enfants, car ils ont un impact profond sur leur capacité à grandir et à apprendre, ainsi que sur la future vie active, en particulier dans les 1000 premiers jours.
- iv. Des politiques économiques de soutien sont nécessaires pour créer des emplois pour l'importante population de jeunes d'aujourd'hui. La nécessité de réorienter les priorités économiques vers des secteurs qui peuvent absorber les jeunes d'aujourd'hui, comme la fabrication, les services et la technologie.

Intervention du Gouvernement

- i. Nécessité d'améliorer la gouvernance, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes.
- ii. Prendre les mesures nécessaires pour créer des emplois pour les jeunes
- iii. Nécessité d'améliorer la santé de la population, en particulier des jeunes

Cinq domaines de planification stratégique pour augmenter les avantages et les dividendes démographiques :

- i. Ressources - Les ressources financières sont l'une des questions à considérer. Cela signifie augmenter le revenu par personne en réduisant le taux de fécondité ;
- ii. Engagement politique - A besoin de quelqu'un qui sera le fer de lance du processus de dividende démographique ;
- iii. L'amélioration des capacités techniques;

⁶ <https://www.unicef.org/media/136491/file/United-Republic-of-Tanzania-2022-COAR.pdf>, Rapport annuel du bureau de pays de l'UNICEF en Tanzanie, 2022.

- iv. Accroître la sensibilisation du public ;
- v. Bonne gouvernance - corruption, responsabilité, transparence ;
- vi. Lier le dividende démographique aux stratégies et politiques nationales pour la durabilité.

Que fait la Tanzanie ?

La Tanzanie accorde la priorité à l'autonomisation économique de sa population comme suit :

- i. Les dirigeants au niveau des districts sont chargés d'identifier les opportunités économiques existantes et d'élaborer des programmes pour permettre aux jeunes de les exploiter ;
- ii. Entreprises : stimuler les opportunités dans différents secteurs de l'économie tels que l'agriculture, l'exploitation minière, la foresterie, la pêche et le secteur des services
- iii. Octroi de prêts à des groupes économiques de jeunes qui sont stratégiquement positionnés pour s'engager, par exemple dans des projets agricoles.

2.1 M. Abdou Mbou, Député du Sénégal

Au Sénégal, des recherches ont été menées pour estimer les besoins réels de la population. Les besoins ont été évalués et les ressources sont distribuées à la population en fonction de la catégorie d'âge.

En tant que parlementaires sénégalais, nous proposons ce qui suit conformément au thème qui est l'examen des perspectives et des défis :

- i. Des politiques sociales adaptatives. Ces politiques sociales devraient dépendre de divers domaines démographiques, par exemple l'âge.
- ii. La démographie est principalement composée de jeunes : une éducation de base est nécessaire, une formation professionnelle est nécessaire pour **réduire le chômage** des jeunes. L'éducation et la formation doivent garantir l'employabilité des jeunes ;
- iii. Réduire le taux de mortalité et le taux d'enfants ;
- iv. À un moment donné, le Sénégal a enregistré 60,7 % de mortalité maternelle !!
- v. La souveraineté pharmaceutique est importante !!
- vi. Le contrôle urbanization_ autrement sur la population et les maladies - 23 % - 40,6 % urbanisation. D'ici 2035, la population urbaine augmentera
- vii. Décentraliser pour que la population reste dans les zones rurales (comme l'exemple de la Zambie qui a augmenté le Fonds de développement de la circonscription (CDF) ;
- viii. Une économie compétitive pour générer une forte croissance économique !
- ix. Changements climatiques : Nécessité de mettre en place un financement public suffisant et efficace pour atténuer le changement climatique.

Recommandations

1. Stratégies efficaces pour réduire le taux de mortalité ;
2. Promouvoir une urbanisation inclusive : par conséquent, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées devraient bénéficier de mesures ciblées prioritaires pour s'adapter au changement climatique ;
3. Priorité à l'emploi des jeunes ;
4. Une transition démographique qui se perd ; et
5. Étant donné que 50 % de la population africaine a moins de 35 ans, il est nécessaire de prioriser les activités pour ces groupes de population.

DÉBAT PLÉNIÈRE

Le Président de la séance, M. Anthony Akol, a demandé aux Membres ce qu'ils avaient fait depuis la déclaration d'Addis-Abeba afin de stimuler la discussion sur les trois présentations :

L'honorable Salome Makamba, députée, Tanzanie –Vice-présidente du Forum des jeunes au Parlement tanzanien : Ce rassemblement s'est préoccupé comme suit pour les jeunes :

- i. Les possibilités pour les jeunes d'être couverts par les soins de santé universels ont été accrues ;
- ii. La commission des gouvernements locaux a introduit un système d'éducation en ligne en raison d'une pénurie d'enseignants compétents. Grâce à cette plateforme numérique, davantage de jeunes peuvent suivre des cours en ligne. Les jeunes des zones rurales peuvent accéder à de bons enseignants.

L'honorable Okosie, député Cameroun : Le Cameroun va investir dans le secteur de la santé.

Question : Urbanisation : Que pouvons-nous faire dans les zones rurales pour améliorer les conditions afin que les jeunes restent dans les zones rurales ?

L'honorable Dr. Rashid Pelpuo, député du Ghana : Au Ghana, la population augmentait et la question était de savoir si quelque chose était fait pour s'assurer que l'exécutif et les députés s'engageaient à rendre cette population compétitive par rapport au reste du monde.

Les jeunes s'enfuient en Europe parce qu'ils pensent que les économies européennes sont meilleures que celles de l'Afrique.

Au Ghana en 1960, la population était de 7 millions d'habitants. En 2022, la population du Ghana était de 33 millions d'habitants⁷. En 2025, environ 34 millions. La question est de savoir si c'est la population que nous voulons. Pouvons-nous trouver un moyen de transport et avons-nous suffisamment d'universités et de ressources pour cette population ?

⁷ <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=GH> population du Ghana, Banque mondiale, 2022

Dr Joseph Komwihangiro, Directeur national principal, PATHFINDER Tanzanie

Il a noté que le suivi du Ghana par le Dr Pelpuo est une bonne nouvelle, car la croissance démographique devrait être accompagnée de ressources et d'infrastructures appropriées. Le Dr Komwihangiro a déclaré que la Tanzanie était confrontée à la même situation : une population en croissance rapide, mais un taux de dépendance élevé. Cela signifiait que de nombreuses personnes vivant dans une maison dépendaient d'une petite population économiquement viable. Environ 20 % nourrissent les 80 % restants de la population. Ainsi, la population moyenne de plus de cinquante (50) ans s'occupait du reste.

En Tanzanie, certains impôts ne sont pas payés et le gouvernement ne reçoit pas assez de ressources. En Tanzanie, dans 27 ans, la population serait d'environ 140 millions d'habitants, contre 67 millions aujourd'hui : cette croissance démographique a-t-elle été freinée par une baisse du taux de fécondité ? Il a été observé que la qualité de la population diminuait.

M. Mwene Luhamba, député – Zambie

La population de la Zambie a augmenté. En 2022, le 8 septembre 2022, la population de la Zambie était de 19 610 769 habitants. La population masculine était de 9 603 056 et la population féminine de 10 007 713⁸. La population de la Zambie a plus que quadruplé, passant de 4 056 955 en 1969 à 19 610 769 en 2022.

La population augmente, mais il y a moins de dispensaires et de salles de classe pour que les enfants puissent aller à l'école. Les mesures suivantes ont été prises pour répondre à l'augmentation de la population :

1. Le Fonds de développement des circonscriptions (CDF) est passé de 1,5 million de kwachas (52 500 dollars) à 30,8 millions de kwachas⁹ (1,05 million de dollars), de sorte que l'autonomisation des femmes et des jeunes a augmenté. Le capital de démarrage des entreprises rurales a également augmenté grâce à des subventions et des prêts ;
2. Les gouvernements doivent aider les gens à ne pas dépendre du gouvernement pour l'emploi, mais leur donner des compétences et à créer des entreprises. Par exemple, une usine de couture pour les jeunes pour coudre des uniformes scolaires ; et
3. Dans l'agriculture, de petits prêts pour aider les agriculteurs ruraux à se lancer dans l'agriculture mécanisée et irriguée afin de produire davantage et d'atténuer le changement climatique, comme les sécheresses.

RÉPONSE DU SÉNÉGAL

En réponse aux questions et contributions ci-dessus, l'honorable Abdou Mbou, député, a déclaré que l'urbanisation a effectivement entraîné une transition démographique. Cela signifiait que la population augmentait dans les zones urbaines, ce qui nécessitait une augmentation des services et des infrastructures pour l'augmentation de la population urbaine.

⁸ <https://www.zamstats.gov.zm/wp-content/uploads/2023/12/2022-Census-of-Population-and-Housing-Preliminary.pdf>, Lusaka, Zambie, 2022

⁹ <https://www.pdu.gov.zm/cdf>, Unité de livraison présidentielle, Lusaka, Zambie, 2022

Le déplacement vers les zones urbaines s'est fait parce qu'il n'y a pas d'infrastructures dans les zones rurales. Il y a peu ou pas de formation pour les jeunes, pas d'éducation de qualité et donc les jeunes vont dans les zones urbaines. Ils souhaitent également poursuivre des études supérieures. La question est de savoir si nous pouvons avoir un enseignement supérieur dans les zones rurales. La proposition est que nous formions les jeunes dans les zones rurales en mettant en place des centres de formation dans les zones rurales.

Pour les « hommes qui ont plus d'enfants », il est nécessaire d'éduquer et de fournir des services de planification familiale et de sensibiliser les couples aux différentes méthodes d'espacement et de planification du nombre d'enfants.

Au Sénégal, les parlementaires sont âgés de 37 à 47 ans. L'âge moyen est actuellement de +40 ans. Il est donc nécessaire d'avoir une vision pour les jeunes et les jeunes parlementaires afin que l'Afrique puisse résoudre les problèmes.

RÉPONSE DE LA TANZANIE

M. Josia Mawenzi a déclaré que l'Afrique était confrontée à deux (2) phénomènes :

- i. Urbanisations rapides : plus de 50 % de la population africaine ira vers les zones urbaines ; et
- ii. Croissance rapide de la population.

Afin d'atténuer ces deux défis, il était nécessaire de prendre les mesures suivantes :

- i. Zones rurales en transition vers l'urbain/périurbain ;
- ii. S'attaquer aux emplois bien rémunérés dans les zones urbaines ;
- iii. Nécessité d'investir dans des domaines attrayants pour employer les jeunes ;
- iv. L'accès à une éducation de qualité en milieu rural ;
- v. La petite enfance à la maternelle jusqu'à la fin de l'école secondaire devrait être adaptée au renforcement des compétences et à la formation professionnelle afin que les diplômés du secondaire aient des compétences pratiques pour le développement de carrière.
- vi. Besoin de populations gérables.

LE PRÉSIDENT

L'honorable Fatma Hassan Toufiq, députée de la Tanzanie, a conclu la session (2) comme suit :

- i. L'éducation accélérée est inévitable pour aider les jeunes à progresser dans les écoles de métiers avec des compétences pratiques employables ;
- ii. Gouvernance et reddition de comptes ;
- iii. Réduire le taux de mortalité en fournissant une assurance maladie ;
- iv. Améliorer la gestion du changement climatique ; et
- v. Réduire l'urbanisation.

3.0 SÉANCE 2 : Investir dans les jeunes et les possibilités d'emploi pour récolter le dividende démographique

Cette session a porté sur l'investissement dans le potentiel des jeunes, y compris leurs connaissances en technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le président de la séance: Hon Issa Mardo, MP, Chad

L'honorable Mardo a donné le ton à la discussion en disant qu'investir dans la formation des jeunes et l'emploi des jeunes aidera à récolter les dividendes démographiques. Il a rappelé aux participants en rappelant certains faits comme suit :

Il a déclaré que, selon les Nations Unies, « la population mondiale est plus de trois fois plus importante qu'elle ne l'était au milieu du XXe siècle. La population humaine mondiale a atteint 8,0 milliards à la mi-novembre 2022, contre environ 2,5 milliards de personnes en 1950, ajoutant 1 milliard de personnes depuis 2010 et 2 milliards depuis 1998. La population mondiale devrait augmenter de près de 2 milliards de personnes au cours des 30 prochaines années, passant de 8 milliards actuellement à 9,7 milliards en 2050 et pourrait culminer à près de 10,4 milliards au milieu des années 2080.¹⁰

Il a également indiqué que 46 % de la main-d'œuvre africaine en emploi se situe dans la tranche d'âge des 25-25 ans. Ces questions concernant les jeunes doivent être abordées dans un cadre légal, en créant des emplois et en permettant l'entreprenariat pour les jeunes.

3.1 M. Samuel Msokwa, FNUAP, Tanzanie

M. Msokwa a déclaré que près de 50 % de la population africaine est composée de jeunes. L'âge médian est de 18 ans et le taux de dépendance est de 87 %. Ces données expliquent donc l'importance d'investir dans la jeunesse. L'exposé de M. Msokwa peut se résumer comme suit :

- i. Éducation et développement des compétences : il est nécessaire d'élargir le développement des compétences et de les rendre pertinentes ;
- ii. La formation aux compétences numériques et modernes est importante pour les jeunes ;
- iii. Élaborer des politiques dédiées aux jeunes ;
- iv. L'éducation à la santé devrait être intégrée dans la formation des jeunes ;
- v. De nombreux jeunes utilisent des plateformes en ligne, notamment pour postuler à des emplois ;

Tanzanie

Le « Tanzania Youth Service » est un fonds d'autonomisation pour former les jeunes à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises ;

¹⁰ <https://www.un.org/en/global-issues/population>, Nations Unies, New York, États-Unis, novembre 2022.

La Banque de développement agricole de Tanzanie offre des prêts aux jeunes qui se lancent dans des projets agricoles ;

Un Fonds de développement de la jeunesse est prévu dans le budget national. 10 % du budget national se répartissent comme suit:

- i. 4 % de jeunes
- ii. 4 % de femmes
- iii. 2 % pour les personnes handicapées

En 2024 : l'UNFPA, en collaboration avec les Partenariats Public-Privé (PPP), a développé des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les jeunes. Les objectifs étaient d'identifier les activités du PPP et du FNUAP afin d'atteindre les objectifs suivants :

- i. Développer des activités pour les jeunes manuel de compétences de vie - par le biais des collèges de développement ;
- ii. Des réfugiés qui sont des jeunes – à recevoir une éducation grâce au soutien du Japon et de l'Irlande
- iii. Être un modèle pour atteindre le dividende démographique ;
- iv. Promouvoir la mise en œuvre de la CIPD ;
- v. L'investissement des jeunes en tant que clé de l'autonomisation des jeunes ; et
- vi. Participation de la Commission nationale de planification de Tanzanie au programme susmentionné pour la jeunesse afin d'obtenir un appui à l'exécutif.

3.2 L'honorable Biata Beatrice Nyamupinga, Députée, Zimbabwe

L'honorable Biata a choisi d'apporter une intervention en séance plénière après l'exposé de M. Msokwa, comme suit :

- i. Les personnes handicapées, les filles dans la rue sont maltraitées dans la rue et leurs enfants vont également dans la rue ;
- ii. Seulement 2 % des ressources allouées aux personnes handicapées semblent insignifiantes et doivent être augmentées ; Il y avait une stigmatisation « N'allez pas à l'école » et certains parents enfermaient les enfants handicapés à la maison ;
- iii. Un projet de loi devrait être présenté à la Chambre pour que les personnes handicapées aient une plus grande représentation. Les personnes handicapées représentent près de 10 % de la population du Zimbabwe. Selon les Nations Unies au Zimbabwe, la¹¹ prévalence du handicap au Zimbabwe s'élevait à 9,3 % sur une population de 14,86 millions d'habitants. Les dernières statistiques sont tirées de l'Enquête démographique intercensitaire (ECIS) de 2017.

On espérait qu'au moins dix (10) députés handicapés entreraient au parlement au Zimbabwe. Les députés sont également encouragés à utiliser un langage encourageant pour les personnes handicapées.

¹¹ https://unprpd.org/new/wp-content/uploads/2023/12/Situation_Analysis_CountryBrief_Zimbabwe-d62.pdf

DÉBAT PLÉNIÈRE

Dr Pelpuo, député du Ghana, ministre du Travail et de l'Emploi du Ghana et président du Forum Parlementaire Africain sur la Population et le Développement (APFPD/FPA). Le Dr Pelpuo a déclaré qu'au Kenya, les jeunes inventaient des robots et développaient des systèmes d'utilisation du téléphone portable pour transférer de l'argent

M. Abdou Mbou, député du Sénégal – Il y a une Afrique que nous voulons. Cependant, il y a un problème dans : l'interprétation de la politique. Pendant ce temps, des jeunes meurent dans l'océan en transit vers l'Europe. Il doit y avoir un mécanisme pour que les jeunes reçoivent de l'argent. Par la suite, formez les jeunes à obtenir leur diplôme pour qu'ils soient formés de différentes manières afin qu'ils restent en Afrique !!

L'honorable Mme Maneno Zumura, députée, Ouganda - Le groupe d'âge des 15-24 ans était encore à l'école. Un recensement a été effectué dans une ville particulière de l'Ouganda. Sur les 100 % interviewés, 43 % des jeunes n'étaient pas scolarisés. La question est de savoir où vont ces 43 % de jeunes. L'une des solutions est que les jeunes députés soient élus. En outre, 30 % du budget national devraient être réservés aux jeunes (prêts paroissiaux/ecclésiastiques).

Mme Teya Ntara – Tanzanie, Services d'éducation de la jeunesse

On lui a posé la question suivante : « Quels services offrez-vous aux étudiants de l'enseignement supérieur pour les aider en ce qui concerne les perspectives d'emploi ? »

L'honorable Constanine, Député, Tanzanie

L'honorable Constantine a observé que pendant l'histoire de la colonisation, l'Europe s'est déplacée vers l'Afrique et d'autres parties du monde en raison de la surpopulation en Europe. L'Europe vieillit, tandis que l'Afrique est jeune.

Question : À quel moment une population devient-elle un atout ? L'Afrique se plaint de l'augmentation de la population. Cependant, si nous observons la Chine, les gens là-bas ont une économie forte parce qu'ils utilisent leur grande **population qualifiée**. Qu'est-ce qui nous manque en Afrique ?

RÉPONSE : M. Msokwa

En ce qui concerne la question de savoir à quel moment une population devient un atout, M. Msokwa a expliqué que pour qu'une population soit un atout, un gouvernement devait investir pour obtenir des dividendes. Par conséquent, la Tanzanie, par exemple, devrait investir dans les domaines où les jeunes peuvent prospérer et augmenter le produit intérieur brut (PIB). De cette façon, cette population jeune deviendra un atout. En outre, l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la planification familiale (espacement et nombre d'enfants) est également importante pour améliorer la qualité de la population. Ce n'est pas le nombre qui compte, mais la qualité de la population. Ce qui est important, c'est ce que fait tout gouvernement pour améliorer la qualité de vie de sa population.

La stratégie consiste donc pour chaque pays à adopter des solutions qui lui soient propres, compte tenu des ressources disponibles.

4.0 SÉANCE 3 : L'autonomisation des femmes et des filles pour catalyser le développement durable

Cette séance a permis de discuter de l'importance de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que de la promotion de l'égalité des sexes.

Président de la séance : L'honorable Pemmy Majodina, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement de l'Afrique du Sud

4.1 Mme Haikel Mandari, responsable principale du portefeuille de la santé sexuelle et reproductive et l'autonomisation des adolescents et des jeunes « PATHFINDER International », Tanzanie

Elle a intitulé sa présentation « l'autonomisation des femmes pour catalyser le développement durable » et a défini l'autonomisation des femmes comme « aider les femmes à réaliser leur potentiel ». Elle a ajouté que « l'égalité des sexes » (ODD 5) était l'un des dix-sept (17) objectifs de développement durable des Nations Unies¹². Il a été démontré que l'autonomisation des femmes conduit à un développement économique accru. Elle a ajouté que l'éducation des femmes était une stratégie visant à les aider à accéder à des postes de décision clés. Voici un résumé de sa présentation:

- i. En Tanzanie, les méthodes de planification familiale sont restreintes, ce qui entraîne des grossesses non désirées. Donc, moins de femmes à l'école.
- ii. Le mariage des enfants a lieu dès l'âge de 15 ans, donc moins d'opportunités pour ces filles à l'école et au-delà ;
- iii. Approche : Parcours de carrière pour les femmes – Valeur de servir les femmes et les filles pour qu'elles s'épanouissent dans un poste de direction
- iv. Investir dans l'éducation : Clubs de santé pour réduire l'absentéisme en classe ;
- v. « Rien pour les femmes sans les femmes »
- vi. À l'échelle mondiale : faire avancer les projets mondiaux au Bangladesh
- vii. Les femmes dans l'agriculture, la planification familiale et les agents de changement.
- viii. Plus de 3000 femmes dans les groupes d'épargne et de crédit.
- ix. Les femmes rurales n'ont pas accès à la terre, au logement ou aux garanties. Ainsi, à Mahale, un écosystème situé à la pointe occidentale de la Tanzanie, où il y a une grande population, une intervention a été faite. Les femmes utilisent « CoCoBa » – Conservation Community Bank (groupes d'épargne/prêt) pour les aider à accéder à des fonds pour démarrer une entreprise ;
- x. L'exemple d'une femme entrepreneure dans le secteur des épices a employé huit personnes ;
- xi. Assurer l'accès des femmes aux contraceptifs pour la planification familiale
- xii. Un exemple est celui de Ngaiseli, une femme masaï de 41 ans, qui sensibilise ses compatriotes aux services de planification familiale et encourage les femmes à accoucher à l'hôpital.

¹² <https://sdgs.un.org/goals> , [Le Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), adopté par tous les États membres des Nations Unies, 2015.

4.2 Mme Clara Kalanga, Programme de réseautage sur le genre en Tanzanie Mme Clara Kalanga de la Tanzanie.

Voici un résumé de sa présentation :

- i. Les faits et les chiffres sont importants. Où sont les femmes dans l'emploi ? Elles sont moins nombreuses que les hommes;
- ii. Seuls 61 % des ménages tanzaniens ont actuellement accès à un approvisionnement en eau de base, 32 % ont accès à un assainissement de base et 48 % ont accès à une hygiène de base, selon les définitions des ODD.¹³ ;
- iii. Les systèmes de drainage doivent être améliorés ;
- iv. Encourager les femmes à accoucher davantage dans les établissements de santé qu'à la maison ;
- v. Investissements ciblés dans l'éducation.
- vi. Un environnement favorable aux filles pour les soutenir dans les domaines de la santé et de l'assainissement
- vii. Les séances de guérison sont une stratégie importante pour les femmes et les filles
- viii. La paix est importante pour les femmes et les filles pour un développement durable

Une question aux députés : Combien de femmes du village comprennent les ODD ? Il est nécessaire d'expliquer ce que signifient les ODD au niveau local dans leur langue : par exemple, la santé, l'éducation et l'accès à l'eau potable.

4.3 M. Maneno Zumura, députée, Parlement de l'Ouganda

Voici un résumé de sa présentation :

- i. En Ouganda, il existe une loi sur la violence familiale qui traite de la violence familiale ;
- ii. Il existe également une loi sur le droit à la terre pour donner aux femmes les moyens d'accéder à la terre ;
- iii. L'égalité des chances entre les hommes et les femmes doit être assurée ;
- iv. Sur les 577 MPS en Ouganda, 189 sont des femmes (32,8 %). Il y a aussi une jeune députée nationale pour représenter les filles. Actuellement Mme **Phiona Nyamutoro** (née le 9 décembre 1993) est une femme politique et législatrice ougandaise qui occupe le poste de députée nationale de la jeunesse féminine au onzième Parlement de l'Ouganda. Elle est également l'actuelle ministre d'État aux Minéraux au sein du ministère de l'Énergie et du Développement minier, auquel elle a été nommée en mars 2024¹⁴
- v. En Ouganda, nous avons des centres de santé pour donner aux jeunes un coin où les jeunes filles peuvent aller chercher des conseils de santé sans se sentir stigmatisées

¹³ <https://www.worldbank.org/en/country/tanzania/publication/tanzania-economic-update-universal-access-to-water-and-sanitation-could-transform-social-and-economic-development>

"

¹⁴ https://en.wikipedia.org/wiki/Phiona_Nyamutoro#cite_note-1, Ouganda, 2024.

- vi. L'accès des filles à l'éducation, à l'alphabétisation et à l'enseignement supérieur spécialisé ;
- vii. Éducation primaire universelle : Enseignement primaire et secondaire gratuit par le gouvernement pour tous, y compris les filles ;
- viii. L'autonomisation économique des femmes et
- ix. Les femmes ne sont pas un appendice.

PLÉNIER

L'honorable Biata Beatrice, Zimbabwe

Projet – ayons des données – Combien de filles, combien de femmes ont été ciblées et ont bénéficié ;

Au Zimbabwe : Pas d'expulsion des filles qui tombent enceintes – elles peuvent toujours retourner à l'école ;

Santé maternelle : cliniques dans le village à proximité des personnes : pas de marche de plus de 5 km pour accéder à un centre de santé ;

Son Excellence M. Emmerson Mnangagwa, Président en exercice du Zimbabwe, déclare que les femmes peuvent obtenir des titres de propriété foncière

Les femmes peuvent être productives sur la terre. Par conséquent, l'autonomisation des femmes peut protéger les femmes

Ce qui pose problème, c'est l'application des lois. Les lois sont là, mais elles doivent être appliquées.

Les hommes n'ont pas besoin d'abuser de la drogue, sinon, comment un homme toxicomane peut-il avoir des enfants ? Cela affectera sa fertilité.

L'honorable Salome Magamba, Tanzanie, députée

Le mariage précoce est un problème. 6 à 7 filles pour 10 tombent enceintes ou se marient prématurément dans les zones rurales

Le garçon qui met enceinte une fille peut être passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison

« Rien pour les femmes sans les femmes »

« Rien pour les femmes sans les femmes et les hommes »

« Rien pour les communautés sans les femmes »

L'honorable Elise Pokes' Dounbe, Députée, Cameroun

Des réformes agraires sont nécessaires pour permettre aux familles, en particulier à une femme qui veut se marier, d'avoir un lopin de terre.

L'honorable Matthew Nagwale, député du Malawi

Le Parlement a adopté une loi pour l'âge du mariage qui n'est pas inférieur à 18 ans

Éduquer les femmes dans les zones rurales pour l'autonomisation

La question des avortements non médicalisés – des femmes meurent à cause d'avortements non médicalisés, d'où la nécessité d'une sensibilisation à ce sujet

L'honorable Sylvia Mhetwa, Députée, ESWATINI

Les femmes ont un accès limité à l'éducation

La violence basée sur le genre (VBG) est significative. Il y a un exemple en Eswatini d'un couple qui était policier. Le mari a tué la femme et les enfants. Que peut-on faire contre la VBG ?

Les grossesses forcées et non désirées ainsi que l'avortement sont un autre problème pour les femmes et les filles !

Des campagnes vigoureuses sont nécessaires pour aider les personnes touchées

Lorsqu'il dirige une entreprise en Eswatini, en tant que femme pour emprunter de l'argent à la banque, l'homme doit être une caution. Il doit être là pour consentir à emprunter de l'argent ! En Eswatini, le chef de la zone rurale doit être informé du sexe de l'enfant pour s'assurer qu'il s'agit d'un garçon afin de posséder des terres.

L'honorable Majur Babur Ajal, Soudan du Sud

Un changement conscient est nécessaire pour les hommes et les femmes.

L'honorable Abdou Mbou, Député, Sénégal

N'ignorez pas les garçons pendant que vous autonomisez les femmes.

Accompagner les femmes et les garçons

Dr Thea Medard Ntara, Tanzanie

Le sexe peut être pour le plaisir. Cependant, pensez à introduire l'avortement sécurisé. Si les filles ne bénéficient pas d'un avortement sûr, elles risquent de mourir. Lorsqu'il s'agit d'un zygote, il peut être enlevé. Le médicament Fostina P2 est un médicament d'urgence qui peut être utilisé après les rapports sexuels pour prévenir la grossesse !

L'honorable Paul Kibichio Biego, Député du Kenya

Promouvoir la prévention de l'avortement plutôt que de l'autoriser

6. Séance 4 : Rôle des parlementaires dans la réduction des lacunes législatives dans la mise en œuvre de la CIPD et de l'engagement de la CIPD et de l'AADPD

Cette séance s'est concentrée sur l'identification et l'élimination des obstacles législatifs ainsi que des lacunes en matière de politiques et de financement qui entravent la mise en œuvre du Plan d'action de la CIPD et de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement. On attendait des parlementaires qu'ils jouent un rôle plus important dans la transposition des instruments internationaux dans les lois nationales, faisant ainsi progresser la paix, la sécurité et le développement de la santé en Afrique et en Asie.

Présidente de la séance : L'honorable Sylvia Mthethwa, Députée d'Eswatini

La Présidente a donné la parole aux deux intervenants comme suit :

4.1 L'honorable Majur Babur Ajal, député, Soudan du Sud

Présidente du Réseau des Parlementaires du Soudan du Sud sur la Population et le Développement

Le résumé de la présentation est le suivant :

- i. 2017- Lancement du Réseau parlementaire sur la population et le développement au Soudan du Sud ;
- ii. Le nombre de membres est maintenant de 300 députés. Comité exécutif, le plan stratégique est en place.
- iii. Le Soudan du Sud a été le dernier pays à accéder à l'indépendance en Afrique
- iv. Soudan du Sud : prendre des engagements et établir un partenariat avec l'UNFPA, les organisations de la société civile pour s'attaquer aux problèmes de population ;
- v. Objectifs : activités fondées sur des données probantes : Augmentation des activités budgétaires nécessaires ;
- vi. Mener des actions de sensibilisation dans tout le pays ;
- vii. Revitaliser les questions et les interventions traditionnelles en matière de SDSR
- viii. Des ressources suffisantes pour aller dans le domaine de la santé, en particulier la SDSR
- ix. Le Soudan du Sud met en œuvre les résolutions du sommet de Nairobi (2019)¹⁵
- x. Politiques et législations : Combler les lacunes en matière de politiques et de lois pour
- xi. Les femmes doivent pouvoir acquérir des biens et des terres. Le projet de loi sur la famille doit donc être présenté au Parlement.
- xii. Population nationale : C'est une bataille pour subvenir aux besoins de la population et le Conseil national de la population est donc important.
- xiii. Défi : Le financement gouvernemental est insuffisant

4.2 L'honorable Zemene Dessalegn Wedajo, Députée d'Ethiopie

Voici un résumé de sa présentation :

- 1. Stratégie majeure pour mettre en valeur les ressources consacrées à l'irrigation, en soutenant les familles vulnérables ;
- 2. Dans le contexte éthiopien, il y a recours à l'irrigation ». Nous produisons suffisamment de blé pour arrêter les importations de blé et économisons beaucoup d'argent ;
- 3. L'éducation et l'amélioration de la santé des filles dans les écoles rurales favorisent la santé des filles ;
- 4. Des programmes d'alimentation scolaire sont mis en œuvre dans les écoles pour éviter les retards de croissance et les faibles productivités des enfants ;

¹⁵ <https://www.nairobisummiticpd.org/> et <https://www.nairobisummiticpd.org/content/icpd25-commitments>
Kenya, 2019

5. L'accès à l'eau potable et à la santé est important ;
6. Construction d'un barrage pour fournir de l'eau et de l'énergie en cours ;
7. -Révision de la politique agricole ;
8. Politique nationale de la jeunesse - Inclusion sociale et autonomisation : promotion de l'égalité des sexes et réformes juridiques ;
9. Le caucus féministe a fait beaucoup. Nous n'avons pas encore atteint les objectifs
10. Protection sociale : Il existe un programme de dialogue national pour générer un consensus
11. L'implication à grande échelle des communautés pour replanter des arbres, 6 milliards d'arbres est l'objectif pour réduire le changement climatique.
12. À Addis-Ababa, les opportunités d'emploi sont limitées
13. Certains progrès sont évidents, mais la paix et la stabilité sont importantes.

PLÉNIER

Hawa Muchaf Chakoma, députée TANZANIE

Il n'y a pas de politique claire sur l'avortement médicalisé. L'avortement est donc illégal. Que ce soit par le viol, les filles et les femmes ne devraient pas avorter. Il y a donc une lacune législative.

Le problème, c'est le terme « avortement » dans la loi. Appelons-le « Loi sur la gestion de la grossesse ».

L'honorable Biata Beatrice, député, ZIMBABWE

L'avortement sécurisé est légal au Zimbabwe. Le processus qui va de pair avec la loi. Il est nécessaire d'obtenir un certificat du tribunal de première instance. Cependant, le bébé a deux mois au moment où le tribunal autorise une femme à interrompre une grossesse.

Parfois, nous pouvons faire l'avortement pour sauver des relations. Par exemple, l'oncle viole une fille.

SÉANCE 5.0 DISCUSSION pour l'adoption des recommandations

Il a été convenu que les membres liront les recommandations et enverraient leurs observations au Secrétariat.

7.0 SÉANCE DE CLÔTURE

CONCLUSION

Prof Dr Mohamed Yakub Janabi, Directeur général (PDG), Hôpital national de Muhimbili de Tanzanie

Le professeur Janabi a déclaré qu'il y a cinq (5) piliers de la vie comme suit :

1. Buvez suffisamment d'eau ;
2. Dormez suffisamment
3. Faites de l'exercice pendant au moins 30 minutes par jour
4. Mangez des légumes verts
5. Soyez honnête.

Des patients de différents pays visitent les établissements de santé de Muhimbili en Tanzanie. Le professeur Janabi est conseiller principal de l'actuel président républicain ainsi que du président Kikwete sur les questions de santé.

Avortement sécurisé : Une femme ou une fille peut être violée et ne pas tomber enceinte : Cependant, elle peut contracter l'hépatite B ou C, ou le VIH. Elle peut développer un cancer du foie qui peut tuer. Il existe deux types d'avortement:

- I. Pénal et 2. Avortement médicamenteux

Nous avons besoin d'une population jeune utile, exempte d'abus de drogues et en bonne santé mentale. Malheureusement, l'Uruguay est en tête du suicide.

Comment traitons-nous les jeunes qui peuvent être un dividende démographique ?

Prof Janabi: Discutons-nous de la culture africaine traditionnelle avec les enfants?

Discutez-vous de la ménopause. Au plus tard 51 ans. Il y a 10 à 15 ans avant la ménopause. Ne répondez pas à votre partenaire – conjoint. C'est biologique.

Il est important de modifier le programme. Les problèmes du XXe siècle ne peuvent pas être portés à l'attention de la génération actuelle. MPS devrait changer la situation. Les femmes, ne soyez pas des victimes. Dis-le haut et fort et les hommes t'écouteront.

Des recherches sont nécessaires dans les domaines suivants :

1. ODD - moins de 5 ans pour atteindre les ODD. Regardez les ODD liés à la santé et poussez les gouvernements à les atteindre. ODD 3 : la santé pour tous. La couverture des soins de santé primaires est importante. Le ministère de la Santé devrait prévenir les maladies. Les soins de santé primaires sont importants.
2. La Tanzanie prévoit d'atteindre des objectifs de 127 000 établissements de santé d'ici 5 ans.
3. Donner des infirmières qui peuvent prescrire et envoyer ces infirmières dans les zones rurales pour administrer des médicaments.
4. Tendre la main aux zones rurales afin qu'elles n'aient pas à se déplacer vers les zones urbaines pour se faire soigner.
5. Engagement en faveur de la planification familiale et de l'égalité des sexes: législation requise.
6. Un accès complet à la planification familiale pour tous ;
7. Les députés pour créer des lois mais les mettre en œuvre ;
8. Changement climatique : encourager le personnel à utiliser un langage qui est compris par les agriculteurs, les zones rurales : par exemple, sécheresse, bétail sans pâturages, peu de pluie ;

9. Les températures ont augmenté de 1 degré l'année dernière, plus d'accidents vasculaires cérébraux, donc plus de maladies à transmission vectorielle : paludisme et maladies bactériennes ;
10. Qu'est-ce que la P2 ? - C'est une pilule d'urgence : le jour d'après. À utiliser dans les 72 heures. Les chances de bloquer la grossesse sont élevées.
11. Candidat au poste de Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.
12. Pour les personnes sourdes, la langue des signes est utilisée dans les hôpitaux pour ces personnes.

6.3 Dr. Kiyoko Ikegami, Directrice exécutive/Secrétaire générale de l'Association Asiatique pour le Développement de la Population (APDA)

Dr. Ikegami a exprimé sa gratitude pour la coopération entre l'Association Asiatique pour le Développement de la Population (APDA) et le Forum des Parlementaires Africains sur la Population et le Développement (APFPD).

Dans le Bulletin I de mars 2024 de l'APFPD, Dr Ikegami, a déclaré que c'était avec un immense plaisir d'assister aux progrès réalisés par le Forum des parlementaires africains sur la population et le développement. Au nom de l'APDA, elle a exprimé sa gratitude et sa fierté d'être associée aux réalisations de l'APFPD. Avec l'appui de « Japan Trust Foundation », l'APDA et l'APFPD seraient en mesure de promouvoir activement des interventions liées à la population et au développement en Afrique.¹⁶

6.4 L'honorable Adul-Rashid Hassan Pelpuo, Député du Ghana, Ministre du Travail et de l'Emploi du Ghana, Président du Forum Parlementaire Africain sur la Population et le Développement (APFPD/FPA)

Il a réitéré la nécessité de disposer d'infrastructures pour répondre à l'augmentation de la population en Afrique. Il a dit à titre d'exemple que la population de la Tanzanie était de 10 millions et de 7 millions pour le Ghana au moment de l'indépendance en 1963 et 1957 respectivement. En 2023, la population de la Tanzanie était de 63 millions d'habitants et celle du Ghana de 33 millions d'habitants. Il a déclaré que les conflits au Moyen-Orient allaient affecter l'Afrique. Il a donc exhorté le monde, par l'intermédiaire de l'ONU, à mettre fin à l'hostilité entre Palestiniens et Israéliens.

Il s'est félicité que les parlementaires aient été actifs et engagés dans les débats lors de la réunion sur le Rwanda et que le Rwanda ait ouvert ses portes pour la réunion de Kigali. Il a encouragé les députés à poursuivre leurs activités de plaidoyer et de surveillance auprès de leurs gouvernements afin que les questions de population soient incluses dans les budgets nationaux.

¹⁶ Dr Kiyoko Ikegami, Secrétaire générale/Directrice exécutive, APDA, Message de félicitations, Bulletin 1, Forum des parlementaires africains sur la population et le développement, mars 2024.

7.0 VISITE D'ÉTUDE (DEUXIÈME JOUR) MARDI 25 FÉVRIER 2025

Des visites d'étude ont été effectuées aux endroits suivants :

- I. Hôpital de référence de Temeke ;
- II. Centre de la jeunesse Umati, Temeke ; et
- III. Coin des jeunes de Magomeni

i. HÔPITAL DE RÉFÉRENCE DE TEMEKE

Le Médecin en Charge (MOI) de l'Hôpital Temeke, le Dr Joseph Kimaro¹⁷, spécialiste en obstétrique et gynécologie et son équipe ont reçu la délégation. Il a expliqué que l'hôpital de référence de Temeke est un hôpital de référence financé par le gouvernement qui reçoit des patients d'hôpitaux de niveau inférieur ou de cliniques rurales qui ne disposent pas d'équipements spécialisés ou de personnel médical pour traiter des questions compliquées. Par exemple, le cas d'une mère enceinte qui ne peut pas accoucher et qui a besoin d'une intervention chirurgicale pour accoucher. L'hôpital de référence dispose de médecins et d'infirmières spécialisés pour traiter un cas comme celui-ci, afin que l'intervention chirurgicale puisse avoir lieu.



Le Dr Joseph Kimaro, médecin en charge de l'hôpital de Temeke, lors d'une visite guidée de l'hôpital de référence de Temeke à l'intention du Dr Pemmy et de ses délégués.

Il existe également des installations pour les soins postnataux au cas où le bébé né aurait besoin d'être dans un incubateur pour bébés prématurés. Les autres installations et services disponibles sont les suivants:

¹⁷ <https://www.temekerrh.go.tz/> l'hôpital de référence de Temeke ; Site officiel, Dar-es-Salaam, Tanzanie, 2025

- a) Les services de diagnostic, tels que la tomodensitométrie, les rayons X et les réactifs de diagnostic, sont disponibles à 95 %. Il y a aussi un appareil de diagnostic de traitement du sang ;
- b) Prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant et fournir des services vitaux aux orphelins et aux enfants vulnérables.¹⁸
- c) Les services néonatals pour les bébés à naître et les femmes enceintes ont augmenté ;
- d) 2024 Une formation spécialisée a lieu à l'Université de Tanzanie pour le personnel hospitalier ;
- e) Cette collaboration avec l'Université de Tanzanie a permis d'améliorer la recherche diagnostique à l'hôpital.
- f) Il y a de nouveaux services spécialisés, dont 12 nouveaux appareils de diagnostic ;
- g) Les frais facturés à un patient à l'hôpital sont la moitié de ceux facturés dans les autres hôpitaux privés ;
- h) L'endoscopie (une procédure dans laquelle un instrument est introduit dans le corps par la bouche pour donner une vue de ses parties internes ou une procédure gastro-intestinale supérieure peut aider à révéler une gastrite). Des spécialistes ont été formés à l'endoscopie ;
- i) D'autres nouveaux services ont été introduits grâce aux recettes internes et l'hôpital a réussi à réduire les plaintes des clients ;
- j) *Ainsi, les patients qui avaient l'habitude de se rendre en Afrique du Sud pour un traitement spécialisé peuvent se faire soigner localement à l'hôpital Temeke. Maintenant, ils peuvent obtenir un traitement spécialisé à l'hôpital Temeke ;*
- k) En 2021, il n'y avait qu'une seule ambulance. Aujourd'hui, l'hôpital dispose de six (6) ambulances pour transporter les patients d'urgence des hôpitaux de niveau inférieur ou des cliniques rurales à l'hôpital Temeke ;



L'honorabile Pemmy se voit montrer l'une des ambulances

¹⁸ <https://tz.usembassy.gov/u-s-representatives-visit-temeko-regional-referral-hospital/>, Ambassade des États-Unis, Dar-es-Salaam, Tanzanie, 2023

La direction de l'hôpital a remercié le gouvernement de Son Excellence Mme Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, pour le soutien financier apporté à l'hôpital afin de fournir ces services spécialisés.

Grâce à ces interventions ci-dessus et à la sensibilisation des femmes enceintes à l'accouchement depuis les centres de santé et non à domicile, la mortalité maternelle à l'hôpital de Temeke est passée de onze (11) décès en 2023 à trois (03) décès en 2024.

Le Dr. Pemmy, député, qui est actuellement ministre de l'Eau en Afrique du Sud, a déclaré, au nom des membres du Parlement, que les députés étaient des partenaires égaux avec le reste de la communauté. Elle a déclaré que l'Afrique devrait maintenant commencer à collecter ses propres revenus. Par exemple, elle a fait référence au Président Trump des États-Unis d'Amérique qui a annoncé le retrait des services de santé par l'intermédiaire de l'USAID. Cet hôpital recevait de l'aide par l'intermédiaire de l'USAID dans le cadre du Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR). Cependant, le gouvernement américain dirigé par le président Trump a annoncé que toute aide par l'intermédiaire de l'USAID serait retirée. En réponse à ce retrait de l'aide, la Tanzanie a montré que l'Afrique peut gérer seule certains programmes.

Le Dr. Ikegami a présenté un jeton de thé vert du Japon au PDG de l'hôpital et l'a remercié, ainsi que son équipe, d'avoir reçu la délégation.



ii. CENTRE DE JEUNESSE UMATI, TEMEKE

Le Directeur du Centre de la Jeunesse Umati à Temeke a reçu la Délégation. Le Centre de la jeunesse Umati est un centre qui fournit un réseau pour les jeunes. Il dispose également d'un club de danse pour les jeunes pour vous apprendre à danser. Il y a un groupe de jeunes qui aide les jeunes à s'entraîner à diverses techniques de danse. Le groupe et les danseurs sont embauchés pour différents événements et sont rémunérés. C'est donc une source de revenus pour les jeunes. Il y a une salle de danse à partir de laquelle les jeunes peuvent pratiquer leurs compétences en danse. Le talent de la danse aide ces jeunes à trouver un emploi dans certains groupes.

Le Centre dispose également d'une table de billard pour que les jeunes puissent se divertir. Il est prévu d'installer un téléviseur pour que les jeunes puissent regarder des programmes d'intérêt comme le football.

Le centre permet également aux jeunes qui ont eu des grossesses non planifiées et qui ont besoin de conseils et de discussions sur la santé pendant leur grossesse. Les mères adolescentes ou les jeunes mamans reçoivent également des conférences pour renforcer leurs capacités en matière de santé sexuelle et reproductive (SDSR).

Les éducateurs par les pairs donnent des cours aux jeunes le jeudi à l'aide d'un Guide national des éducateurs par les pairs. Les pairs éducateurs travaillent avec du personnel médical spécialisé pour donner des conférences aux jeunes sur divers sujets de santé.

Il y a un numéro sans frais 0800750360 sans frais pour que les jeunes puissent appeler le centre pour une conversation confidentielle. Le centre est dirigé par le personnel suivant:

- i. La directrice du Centre de jeunesse de Temeke est Mme Suzana Mkanzabi ;
- ii. Mme Rathoa Mapoleo est la coordinatrice nationale de la jeunesse au Centre de jeunesse Tameke ;
- iii. Mme Alice Robert est éducatrice de pairs
- iv. M. Abdulrazaki est un éducateur de pairs.

L'honorable Pemmy, député, ministre de l'Eau en Afrique du Sud, a remercié le Directeur et l'équipe d'avoir reçu les honorables membres et délégués. Elle demande s'il y a de la toxicomanie chez les jeunes et si le Centre travaille avec la police pour arrêter les hommes qui abusent sexuellement des filles ou qui sont violés en raison de la façon dont les filles étaient habillées ou lorsqu'elles se déplaçaient la nuit. L'honorable Pemmy a exprimé sa crainte que les danseuses puissent également être agressées sexuellement.

L'honorable Elise Pokes Dounbe, députée du Cameroun, a déclaré que son pays partageait des problèmes similaires concernant la jeunesse. Par conséquent, le centre a été une bonne expérience d'apprentissage pour lui. Il a toutefois demandé comment le centre était financé pour toutes les activités. Il a également demandé d'où venaient les jeunes et s'il y avait d'autres centres de jeunesse dans le pays. Un autre député demande si des médecins sont présents au centre.



Jeunes au centre de jeunesse d'Umati, Temeke, jouant au billard, 25 février 2025

L'honorable Majur Babur Ajal, député du Soudan du Sud, a demandé où vont les jeunes après leur formation au centre.

L'honorable Biata Beatrice Nyamupinga. Le député zimbabwéen a demandé ce qui était fait pour prévenir l'abus de drogues chez les jeunes et si les personnes handicapées étaient également admises au centre.

L'honorable Maneno Zumura, députée de l'Ouganda, a déclaré que dans son pays, les filles qui tombent enceintes à l'école peuvent retourner à l'école après avoir accouché. Elle demande si le centre aide les jeunes qui sont tombées enceintes pendant leurs études à retourner aux études.

Réponse du directeur

Le Directeur a déclaré qu'aucun cas d'abus de drogues n'avait été signalé. Les jeunes venaient des banlieues environnantes du centre. Le Centre reçoit des fonds du gouvernement et d'autres sympathisants. Le Centre travaille avec la police s'il y a un cas de viol ou de maltraitance d'un jeune pour tenter d'appréhender les auteurs du crime. Elle a également expliqué que les adolescentes ou les jeunes qui sont tombés enceintes à l'école sont encouragés à se lancer dans une compétence comme la restauration, le tricot ou le jardinage pour collecter des fonds pour leur bébé. Le centre a construit des rampes pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Les jeunes séropositifs sont aidés par des conseillers. Les pairs éducateurs reçoivent une indemnité de 20 000 shillings zézabins (7,54 dollars) par jour pour le transport et le déjeuner. Le financement du fonctionnement du Centre provient du gouvernement et des organisations non gouvernementales. Elle a dit qu'il y avait un médecin qui venait au Centre et qu'on avait montré aux délégués la salle de consultation des médecins.

Le Dr Ikegami a présenté du thé vert à la directrice et à son équipe.

I. COIN JEUNESSE MAGOMENI

Le Dr Felister Kiatu, du Centre de santé de Magomeni, et Mme Haikel Mandari, responsable principale du portefeuille de la santé sexuelle et reproductive et de l'autonomisation des adolescents et des jeunes, PATHFINDER International, Tanzanie, et son équipe, ont accueilli les participants au centre de jeunesse de Magomeni. Ce coin des jeunes fait partie du Centre de santé de Magomeni. Ce coin des jeunes offre des services et des conseils adaptés aux jeunes de la région de Magomeni. Elle a expliqué que le coin des jeunes a été mis en place pour permettre aux jeunes de Magomeni d'avoir accès à de bons établissements de santé, d'avoir des discussions privées et confidentielles avec le personnel de santé du Centre concernant le viol, les abus sexuels, le VIH/sida ou même tout autre défi financier auquel les jeunes étaient confrontés. Les victimes de violence basée sur le genre (VBG) bénéficient également d'un avocat. Deux jeunes ont raconté leurs expériences, comment ils sont venus au coin des jeunes.



L'honorable Beatrice Biata, députée du Zimbabwe, conseille les jeunes au Centre de jeunesse de Magomen, le 25 février 2025

Une jeune femme qui avait eu une grossesse non planifiée a reçu des conseils pour traverser sa grossesse. Elle a dit qu'elle avait été violée par son beau-frère, le mari de sa sœur. Elle n'a pas reçu beaucoup d'aide financière de la part de sa famille pour s'occuper de son bébé. Elle est donc venue au coin des jeunes pour obtenir de l'aide. De même, un jeune homme a également raconté qu'il ne pouvait pas aller à l'école parce que sa tante ne le soutenait pas financièrement. Il n'avait personne pour acheter des uniformes et des livres. Il a donc choisi de ne pas aller à l'école. Cependant, il a entendu parler du coin des jeunes et reçoit des conseils sur la façon d'acquérir des compétences entrepreneuriales pour l'aider à réunir ses propres fonds pour gagner sa vie.

L'honorable Pemmy, au nom des délégués, a sympathisé avec les jeunes et les a encouragés à commencer une nouvelle vie. Elle a dit que les jeunes ne devraient pas laisser leurs expériences difficiles du passé dicter leur vie actuelle. D'autres membres du Parlement ont également encouragé les jeunes.

Le Dr Ikagemi a donné un gage de thé vert japonais au Dr Felister.



Délégués avec des jeunes au coin des jeunes de Magomeni, le 25 février 2025

8.0 EN CONCLUSION

Lors de la dernière réunion Asie-Afrique à Kigali, au Rwanda, en 2023, le président de l'APFPD/FAP, l'honorable Pelpuo, député et ministre du Travail et de l'Emploi du Ghana, a encouragé les membres à apporter des statistiques à la prochaine réunion qui s'est tenue à Dar-es Salaam. Cet appel a été lancé afin que les Membres puissent partager les progrès accomplis dans la mise en œuvre des 88 engagements pris à Addis-Abeba (2013), qui ont été résumés en sept engagements. Les domaines suivants : dignité et égalité, santé, lieu et mobilité, gouvernance, données et statistiques, coopération internationale et partenariats. Les membres ont partagé leurs expériences avec passion, citant des données démographiques afin de favoriser un développement social et économique inclusif dans leurs pays respectifs. L'honorable Pelpuo, député, a également indiqué que des élections auraient lieu d'ici juin 2025 pour les nouveaux membres de l'exécutif qui dirigeront le Forum des parlementaires africains pour la population et le développement.

Annexe I : Recommandations de la réunion de Dar es Salaam

LE DIALOGUE DES PARLEMENTAIRES AFRICAINS ET ASIATIQUES SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT 2025

24-25 Février 2025

Dar es Salam, Tanzanie

DÉCLARATION

Préambule:

Nous, parlementaires d'Asie et d'Afrique et principales parties prenantes dans le traitement des questions de population et de développement, nous sommes réunis à Dar Es Salam, en Tanzanie.

Ayant examiné les orientations donnant aux engagements pris dans le cadre de la CIPD et d'autres protocoles connexes auxquels nous nous sommes engagés à être parties,

Consciente que l'Afrique et le monde sont encore confrontés à de nombreux défis démographiques,

Rappelant qu'il est de notre devoir cardinal en tant que représentants du peuple de populariser les politiques et les programmes qui promettent d'améliorer les conditions de vie,

Notant en outre qu'il importe de développer le capital humain en améliorant l'éducation, les compétences, la santé et le bien-être de tous les Africains afin d'accélérer les progrès vers les aspirations d'[Agenda 2063: The Africa We Want](#),

Conscients du fait que chaque pays a défini ses priorités nationales pour guider ses décisions de planification, de financement et de budget en tenant compte des contextes politiques, socio-économiques et environnementaux.

Mettre l'accent sur la collaboration et la responsabilité partagée : Reconnaître l'interdépendance des défis en matière de population et de développement en Afrique et en Asie, et réaffirmer notre engagement à l'égard de solutions collaboratives qui privilient le développement durable, l'égalité des sexes et les droits de l'homme.

S'attaquer à l'impact climatique et environnemental :

Reconnaître que la durabilité environnementale, la résilience climatique et les tendances démographiques sont interdépendantes, nécessitant une action urgente pour atténuer l'impact du changement climatique sur les populations vulnérables.

Nous nous engageons comme suit :

1. Cibler et populariser les efforts axés sur les changements démographiques et leur impact sur le niveau de vie, le bien-être et le développement social et économique durable ;
2. Développement de la jeunesse : Encourager les gouvernements africains à donner la priorité aux jeunes dans leur programme de développement et à mettre en œuvre de nouvelles idées et technologies pour autonomiser les jeunes à l'avenir sur le marché du travail et à des rôles de leadership ;
3. Poursuivant l'appel à investir dans le capital humain à travers l'éducation, les compétences, la santé, l'autonomisation sociale et économique pour participer et tirer parti du marché commun africain ;
4. Couverture sanitaire universelle : Concevoir des interventions qui renforcent les systèmes de santé grâce à des investissements dans les soins de santé primaires et des modèles de financement innovants pour garantir la santé pour tous en atteignant la couverture sanitaire universelle, y compris la couverture universelle de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour exploiter les dividendes de la santé, de l'éducation, du genre, de l'économie, de la démographie et du climat ; y compris pour les personnes difficiles à atteindre ;
5. Mobiliser les partenaires et les parties prenantes, tels que Pathfinder, IPPF, FNUAP, APDA et d'autres, pour œuvrer à l'intégration des questions de population et de développement dans le programme de développement national, régional et continental afin d'améliorer la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD/AADPD ;
6. Confirmer que la résolution des problèmes de population constituera une base solide pour le développement durable en Afrique et recommander au gouvernement japonais et aux autres co-organisateurs de la TICAD d'inclure l'autonomisation des jeunes, l'égalité des sexes et les dividendes démographiques comme priorité dans le communiqué de la TICAD9 afin

de réaliser la sécurité humaine et le développement durable en Afrique et de mettre en pratique le principe des ODD « personne laissé pour compte ».

7. Assurer des consultations régulières entre les membres du Forum parlementaire africain sur la population et le développement (FPA), et entre le FPA, l'UNFPA et l'APDA afin de faire progresser le rôle des parlementaires mentionné ci-dessus et de refléter les points de vue d'un plus grand nombre de personnes dans la région ainsi que dans les processus de préparation de la TICAD9.
8. S'engager à renforcer un environnement politique favorable qui favorise les partenariats transfrontaliers, la coopération sud-sud entre l'Afrique et l'Asie pour favoriser l'égalité des sexes, les droits reproductifs, l'accès équitable à l'éducation, aux soins de santé, à l'innovation et à la croissance économique.
9. S'efforcer continuellement de mettre en place des politiques sensibles au genre qui favorisent la pleine participation des femmes et des jeunes à la gouvernance, à l'élaboration des politiques et aux rôles de leadership pour un développement inclusif et équitable.
10. S'engager à travailler de manière transparente pour assurer la fonctionnalité des mécanismes de suivi et de responsabilisation afin d'aider à suivre les progrès et l'élaboration de politiques fondées sur des données des engagements de la CIPD, de l'AADPD, des ODD et de l'Agenda 2063 à différents niveaux.

Fin

Annexe 2 : Programme de la réunion de Dar es Salaam



Réunion des parlementaires africains et asiatiques sur la population et le développement :
Le rôle des parlementaires dans l'exploitation des données démographiques pour favoriser des Développement social et économique

24-25 février 2025

Dar es Salaam, Tanzanie

Programme

Le 23 Février 2025	
	Arrivée des participants
Le 24 Février 2025 Réunion (Jour 1)	
8h 40- 9h	Inscription (lieu: Kobe Hall, White Sands Hotel)
9h - 9h 50	Séance d'ouverture
	<p>MC : M. Musa Wamala Buyungo, Coordinateur de la FPA</p> <p><u>Allocution de l'organisateur</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'honorable Sebastian Kapufi, député de Tanzanie, président du TPAPD 2. L'honorable Dr. Abdul-Rashid Hassan Pelpuo, Député du Ghana, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Emploi du Ghana, Président du Forum parlementaire africain sur la population et le développement (FPA) [8 min] <p><u>Allocution</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. M. Mark Bryan Schreiner, Représentant pays de l'UNFPA Tanzanie [8 min] 2. S.E.M. Yoichi Mikami, Ambassadeur désigné [8 min] 3. M. Joseph Komwihangiro, au nom de Mme Lydia Saloucou Zoungrana, Présidente, Africa Pathfinder International [8 min] <p><u>Déclaration liminaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ S. E. Tulia Ackson, Députée, Présidente du Parlement de la République-Unie de Tanzanie [8 min]
9h 50-10h5	Photo de groupe et pause-café
10h5-10h35	Séance 1 : Exploiter le dividende démographique : perspectives et défis
	<p><i>Cette séance offrira aux parlementaires une plateforme pour en apprendre davantage sur les implications de la dynamique démographique sur le développement durable, la santé et le bien-être. Par exemple, l'urbanisation rapide a un impact sur l'accès aux soins de santé et à d'autres services sociaux. Des politiques adaptatives qui renforcent les systèmes de santé et répondent à l'évolution démographique sont impératives pour atténuer les effets négatifs sur la santé maternelle et les services de SDSR et pour</i></p>

	<p><i>garantir un accès équitable pour tous. Les conclusions et les recommandations concrètes devraient être présentées aux parlementaires et aux décideurs politiques afin de tirer parti du dividende démographique et d'améliorer la résilience démographique face aux crises.</i></p> <p>Présidente de séance : L'honorable Fatma Hassan Toufiq, députée Tanzanie</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dr. Mursali Milanzi, Secrétaire exécutif par intérim, Commission de planification de Tanzanie [15 min] 2. L'hon. Abdou Mbou, député du Sénégal [15 min]
10h35-11h00	Discussion [25 minutes]
11h00-11h35	Séance 2 : Investir dans les jeunes et les possibilités d'emploi pour récolter le dividende démographique
	<p><i>Cette session examinera l'investissement des jeunes dans le potentiel, y compris leurs connaissances en matière de technologies de l'information (TI), pour surmonter les défis du développement. Les intervenants sont invités à partager l'expérience des pays en matière de politiques d'éducation et d'emploi pour les jeunes.</i></p> <p>Président de la séance : Hon. Issa Mardo, député Tchad</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. M. Samuel Msokwa, FNUAP Tanzanie [15 min] 2. L'honorable Biata Beatrice Nyamupinga, députée du Zimbabwe [15 min]
11h35-12h00	Discussion [25 minutes]
12h00-13h00	Déjeuner (Lieu: Mchanga Restaurant)
13h00-13h45	Séance 3 : L'autonomisation des femmes et des filles pour catalyser le développement durable
	<p><i>Cette séance portera sur l'importance de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que de la promotion de l'égalité des sexes. Il mettra en évidence le rôle essentiel que les femmes peuvent jouer dans le développement social et économique, en insistant sur la nécessité d'investissements ciblés dans l'éducation et la santé, y compris l'amélioration de l'accès aux services sociaux et de santé tels que la SDSR et l'engagement communautaire.</i></p> <p>Président de la session : L'honorable Pemmy Majodina, Ministre de l'eau et de l'assainissement de l'Afrique du Sud</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mme Haikaeli Mandali, responsable principale du portefeuille de la santé sexuelle et reproductive et de l'autonomisation des adolescents et des jeunes, Pathfinder International, Tanzanie [15 min] 2. Mme Clara Kalanga, Programme de réseautage sur le genre en Tanzanie [15 min] 3. Hon. Maneno Zumura, député ougandais [15 min]
13h 45-14h10	Discussion [25 min]
14h10-14h45	Séance 4 : Rôle des parlementaires dans la réduction des lacunes législatives dans la mise en œuvre de la CIPD et de l'engagement de la CIPD et de lAADPD
	<i>Cette séance se concentrera sur l'identification et l'élimination des obstacles législatifs</i>

	<p><i>et des lacunes en matière de politiques et de financement qui entravent la mise en œuvre efficace du Programme d'action de la CIPD et de l'AADPD. Les parlementaires ne représentent pas seulement la voix du peuple, mais ils portent aussi les espoirs et les aspirations de diverses populations en matière de développement. Ils peuvent - et doivent - jouer un rôle plus important dans la traduction des instruments internationaux en lois et politiques nationales qui font progresser la paix, la sécurité et la santé, ainsi que le développement pour l'Afrique, l'Asie et le monde entier. Les parlementaires ont également l'énorme responsabilité de créer des projets de loi qui garantissent l'accès à la SSR pour tous et la protection des populations vulnérables contre la violence basée sur le genre, en particulier les femmes et les filles. Malgré la recommandation de l'AADPD et l'engagement des États membres de l'Union africaine à adopter des programmes de planification et de budgétisation sensibles au genre, très peu de pays disposent d'un système de suivi des dépenses consacrées à l'égalité des sexes ou d'un registre public des allocations connexes. Nombre de ces difficultés découlent de l'absence de lois ou de la faiblesse des mécanismes législatifs nécessaires à la mise en œuvre des engagements.</i></p> <p>Présidente de séance : L'honorable Sylvia Mthethwa, députée d'Eswatini</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'honorable Babur Ajal, député Soudan du Sud [15 min] 2. L'honorable Jemane Desalegon Wedajo, député d'Éthiopie [15 min]
14h45-15h10	Discussion [25 min]
15h10-15h30	Pause-café
15h30-16h30	<p>Séance 5 : Discussion en vue de l'adoption des recommandations</p> <p>Président de la session : S.E. l'Ambassadeur Fredrick Outa, Vice-Président de l'APFPD</p> <p>Discussion [60 min]</p>
16h30-17h00	Séance de clôture
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prof. Mohamed Yakub Janabi, Directeur Général, Hôpital National Muhimbili de Tanzanie [7 min] 2. Hon. Dr. Abdul-Rashid Hassan Pelpuo, Député du Ghana, Ministre du Travail et de l'Emploi du Ghana, Président du Forum Parlementaire Africain sur la Population et le Développement (FPA) [7 min]
<p>Le 25 Février 2025</p> <p>Visite d'étude (Jour 2)</p>	
08h50-09h00	Rendez-vous dans le hall d'entrée
09h00-09h30	Départ et voyage à l'hôpital de référence de Temeke
09h30-10h45	Briefing à l'hôpital de Temeke et visite (1 h 15 min)
10h45-11h15	Se rendre au Centre de jeunesse Umati, Temeke
11h15-12h30	Briefing à UMATI YC et visite (1 h. 15 min)
12h30-13h00	Voyage vers le Pathfinder - Visite de terrain (SUFPO) – Magomeni Youth Corner

13h00-14h15	Briefing à Pathfinder et visite (1h.15min)
14h15-14h45	Dîner au bureau de Pathfinder (1 h 15 min)
14h45-16h00	Séance d'information et discussion (1 hr. 15 min)
16h	Retour à l'hôtel
Le 26 Février 2025	
Journée entière	Départ des participants

Organisé par:

L'Association Asiatique pour la Population et le Développement (APDA)

Le Forum Africain des Parlementaires sur la Population et le Développement (FPA)

Animé par :

L'Association Parlementaire Tanzanienne sur la Population et le Développement (TPAPD)

Financé par :

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Le Fonds d'affectation spéciale pour le Japon (JTF)

En coopération avec :

La Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF)

Pathfinder International



Annexe 3 : Liste des participants

The Africa and Asian Parliamentarians Meeting in Tanzania (February 24-25, 2025)			
Participants' List			
#	COUNTRY	Name	Position
1	Cameroun	Hon. Elsie Pokossy Doumbe	MP
2	Chad	Hon. Issa Mardo Djabir	MP
3	Eswatini	Hon. Sylvia Mtethwa	MP
4	Ethiopia	Hon. Zemene Dessalegn Wedajo	MP
5	Ethiopia	Mr. Estifanos Chewaka	Chief Protocol Officer
6	Ghana	Hon. Dr. Abdul Rahid Hassan Pelpuo	MP; Vice President of FPA; Minister of Labor, Jobs, and Employment
7	Kenya	H.E. Amb. Fredrick Outa	Vice President of FPA; Ambassador of Kenya to Egypt
8	Kenya	Hegyon. Paul Kibiehiy	
9	Kenya	Nelly Oncleiki	
10	Malawi	Hon. Mathew Ngwale	MP
11	Senegal	Hon. Abdou Mbou	MP
12	South Africa	Hon. Pemmy Majodina	Minister of Water and Sanitation
13	South Africa	Bheki Hadsbe	officer
14	South Africa	Joy Mapupa	officer
15	South Sudan	Hon. Majur Babur Ajal	MP; Chair of South Sudan Parliamentary Network on Population and Development (SSPNPD)
16	Sri Lanka	Hon. Hector Appuhamy	MP
17	Uganda	Hon. Maneno Zumura	MP
18	Uganda	Mr. Wamala Musa Buyungo	FPA Coordinator
19	Zambia	Mr. Anthony Mpolokoso	Director, Public and International Relations Department, National Assembly
20	Zambia	Hon. Luhamba Mweene	MP
21	Zimbabwe	Hon. Biata Nyamupinga	MP
22	Tanzania	H.E. Dr. Tulia Akson	Speaker of the Parliament of Tanzania
23	Tanzania	Hon. Sebastian Kapufi	MP, Chair of Tanzania Parliamentary Association on Population and Development (TPAPD)
24	Tanzania	Hon. Fatma Hassan Toufiq	MP, Chair of HIV/AIDS Committee
25	Tanzania	Hon. Anna Lupembe	MP
26	Tanzania	Hon. Constatino Kanyasu	MP
27	Tanzania	Hon. Rashid Shangazi	MP
28	Tanzania	Hon. Hawa Mchafu	MP
29	Tanzania	Hon. Salome Makamba	MP
30	Tanzania	Hon. Martha Maliki	MP
31	Tanzania	Hon. Aloyce Kamamba	MP
32	Tanzania	Hon. Dr. Thea Ntare	MP
33	Tanzania	Hon. Bomphace N. Buctond	MP
34	Tanzania		MP
35	Tanzania	Mr. Brown Gideon Mwangoka	Coordinator of TPAPD
36	Tanzania	Mr. Daniel Eliufoo	Meeting Assistant
37	Tanzania	Mr. Lukindo Choholo	Meeting Assistant
38	Tanzania	Mr. Edith Masayila	Meeting Assistant
39	Tanzania	Mr. Rabisante Moshi	Meeting Assistant
40	Tanzania	Dr. Mursali Milanzi	Acting Executive Secretary, Planning Commission of Tanzania
41	Tanzania	Kuzith S	
42	Tanzania	Swtama	
43	Tanzania	Joseph Komwihangiro	
44	Tanzania	Ishihaka J. Mushndalime	
45	Tanzania	Francis Mwaijanre	
46	Tanzania	Lilian Lwanda	
47	Tanzania	Flotah Mlaiy	
48	Tanzania	Petro Basil	

Guest Speaker, Partner Organizations			
1	Embassy	H.E. Mikami Yoichi	Ambassador Designate
2	IPPF	Ms. Marie Evelyne Petrus Barry	Regional director of IPPF African Region
3	UNFPA	Mr. Samuel Msokwa	UNFPA Tanzania
4	UNFPA	Mr. Mark Bryan Schreiner	Country Representative of UNFPA Tanzania
5	Pathfinder	Ms. Lydia Saloucou ZOUNGRANA	President, Africa, Pathfinder International
6	Pathfinder	Ms. Haikaeli Mandali	Senior Portfolio Lead for Adolescents and Youth SRHR & Empowerment, Pathfinder International, Tanzania
7	Tanzania	Prof. Mohamed Yakub Janabi	Director General, Muhimbil National Hospital of Tanzania
8	Tanzania	Dr. Mursali Milanzi	Acting Executive Secretary, Planning Commission of Tanzania
9	Tanzania	Ms. Clara Kalanga	Tanzania Gender Networking Program

Organizer			
	Japan	Dr. Ikegami Kiyoko	Vice-Chair, Secretary General of APDA
	Japan	Dr. Farrukh Usmonov	AFPPD

Interpreters and Rapporteur			
	Zambia	Anthony Mpolokoso	Director, Public and International Relations Dpt, National Assembly of Zambia

RÉFÉRENCES

1. African Parliamentarians Forum for Population and Development (APFPD/FPA), Bulletin 1, March 2024, pg4.
2. **Julius Kambarage Nyerere, Freedom and Development**, The Arusha Declaration: A Declaration Outlining Tanzania's Policy on Socialism and Self-Reliance, Publisher: Oxford University Press Oxford Edition: reprint of J.K. Nyerere, Freedom and Development
3. Antonio Guterres, <https://www.un.org/en/desa/guterres-to-world-leaders-stay-committed>, 24 September 2024.
4. Nelson Mandela, https://www.brainyquote.com/quotes/nelson_mandela_378967, 2001.
5. Julius Nyerere, https://repository.kulib.kyoto-u.ac.jp/dspace/bitstream/2433/68011/1/ASM_6_45.pdf -Kyoto University, Japan
Information Repository - ASPECTS OF NYERERE'S ECONOMIC THOUGHT A Study in the Dynamics of African Leaders' Aspirations in Directing Their Countries' Economic Growth after Independence by- Aleck Humphrey CHE-MPONDA Department of/Political Science and Public Administration. University of Dar-es-Salaam, February 1986.
6. <https://www.unicef.org/media/136491/file/United-Republic-of-Tanzania-2022-COAR.pdf>, UNICEF Tanzania Country Office Annual Report (COAR), 2022.
7. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=GH> Ghana Population, World Bank, 2022
8. <https://www.zamstats.gov.zm/wp-content/uploads/2023/12/2022-Census-of-Population-and-Housing-Preliminary.pdf>, Lusaka, Zambia, 2022
9. <https://www.pdu.gov.zm/cdf>, Presidential Delivery Unit, Lusaka, Zambia, 2022
10. <https://www.un.org/en/global-issues/population>, United Nations, New York, USA, November, 2022.
11. ¹ https://unprpd.org/new/wp-content/uploads/2023/12/Situation_Analysis_CountryBrief_Zimbabwe-d62.pdf
12. <https://sdgs.un.org/goals> , **The 2030 Agenda for Sustainable Development**, adopted by all United Nations Member States , 2015.
13. <https://www.worldbank.org/en/country/tanzania/publication/tanzania-economic-update-universal-access-to-water-and-sanitation-could-transform-social-and-economic-development>
14. https://en.wikipedia.org/wiki/Phiona_Nyamutoro#cite_note-1, Uganda, 2024.
15. https://en.wikipedia.org/wiki/Phiona_Nyamutoro#cite_note-1, Uganda, 2024.
16. <https://www.nairobisummiticpd.org/> and <https://www.nairobisummiticpd.org/content/icpd25-commitments> Kenya, 2019
17. Dr Kiyoko Ikegami, Secretary General/Executive Director, APDA, Congratulatory Message, Bulletin 1, African Parliamentarians Forum on Population and Development, March 2024.
18. <https://www.temekerrh.go.tz/> ,Temeke Referral Hospital; Official website, Dar-es-Salaam, Tanzania, 2025
19. ¹ <https://tz.usembassy.gov/u-s-representatives-visit-temeke-regional-referral-hospital/>, US Embassy, Dar-es-Salaam, Tanzania, 2023

Rapporteur : Anthony Mpolokoso, Directeur, Département des relations publiques et internationales, Assemblée nationale de Zambie, 12 mars 2025